

Campagnes de contrôle 2021

sur la commercialisation de produits de construction



© AdobeStock.com



SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

Rue du Progrès 50 – 1210 Bruxelles

N° d'entreprise : 0314.595.348



○ 0800 120 33 (numéro gratuit)



○ SPFEco



○ @spfeconomie



○ [linkedin.com/company/fod-economie](https://www.linkedin.com/company/fod-economie) (page bilingue)



○ [instagram.com/spfec](https://www.instagram.com/spfec)



○ [youtube.com/user/SPFEconomie](https://www.youtube.com/user/SPFEconomie)



○ economie.fgov.be

Éditrice responsable :

Séverine Waterbley

Présidente du Comité de direction

Rue du Progrès 50 – 1210 Bruxelles

Version internet

260-22

Table des matières

1. Objectif des campagnes	4
2. Base légale	4
3. Ressources	6
4. Plan de contrôle 2021.....	6
4.1. Préparation	6
4.2. Sélection.....	6
5. Résultats.....	8
5.1. Campagnes de contrôle proactives	8
5.1.1. Aperçu des résultats	8
5.1.2. Résultats au niveau des entreprises contrôlées	9
5.1.3. Résultats au niveau des gammes de produits contrôlées.....	11
5.2. Dossiers réactifs.....	11
6. Conclusion	12
Liste des abréviations.....	13

Liste des tableaux

Tableau 1. Campagnes 2021 de surveillance proactive du marché des produits de construction..	8
Tableau 2. Résultats au niveau des entreprises contrôlées.....	9

Liste des graphiques

Graphique 1. Répartition des gammes de produits non conformes au CPR (pour lesquels un PV a été établi) entre les opérateurs économiques.....	10
Graphique 2. Nombre de gammes de produits non conformes au CPR par rapport au nombre total de gammes de produits contrôlées.....	11

1. Objectif des campagnes

En tant qu'autorité de surveillance du règlement européen (UE) n°305/2011 pour la commercialisation des produits de construction (CPR), le Service Spécifications dans la construction du SPF Economie effectue, de manière continue, des contrôles sur les produits de construction couverts par des normes harmonisées et commercialisés en Belgique.

L'objectif des contrôles (ou de la surveillance du marché) est de vérifier le respect des exigences légales prévues par le règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction et, en particulier, de limiter la concurrence déloyale.

Les contrôles s'adressent à tous les opérateurs économiques : fabricants, importateurs, distributeurs et mandataires.

Le contrôle administratif des documents porte sur la déclaration de performance (DoP), le marquage CE et la documentation technique, en tenant compte des systèmes d'évaluation et de vérification de la constance des performances (AVCP) et des obligations des différents opérateurs économiques (voir point 2). Si nécessaire, des échantillons peuvent être prélevés pour des tests en laboratoire.

On peut distinguer d'une part les contrôles proactifs, de propre initiative, et d'autre part les contrôles réactifs, à la suite d'une demande externe ou d'un facteur déclencheur, provenant de diverses parties.

En ce qui concerne les contrôles proactifs, les catégories de produits spécifiques à contrôler sont définies dans le plan de contrôle 2021, qui fait partie d'un plan de contrôle pluriannuel.

En plus des catégories de produits, ce plan de contrôle proactif détermine le nombre de contrôles à effectuer.

Dans le cadre des contrôles proactifs, une campagne d'échantillonnage et de tests des produits de construction mis sur le marché peut également être effectuée. Il s'agit alors de vérifier si les performances indiquées par les fabricants dans la DoP correspondent bien aux résultats mesurés par un laboratoire notifié.

La plupart des contrôles sont effectués sur place. Dans certains cas, des contrôles à distance peuvent également être effectués. Les contrôles sur place peuvent être annoncés ou inopinés.

Les campagnes de contrôle sont également l'occasion de sensibiliser les opérateurs économiques à leurs obligations et donnent une idée du niveau de respect de la législation dans certains domaines.

2. Base légale

La base juridique des campagnes de contrôle est en premier lieu :

- le règlement (UE) n°305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil et ses actes d'exécution (CPR) ;
- le règlement délégué (UE) n°574/2014 du 21 février 2014 modifiant l'annexe III du règlement (UE) n°305/2011 relatif au modèle d'établissement de la déclaration de performance des produits de construction ;
- le règlement délégué (UE) n°157/2014 de la Commission du 30 octobre 2013 relatif aux conditions de mise à disposition des déclarations de performance des produits de construction sur un site internet ;
- la loi du 21 décembre 2013 mettant en œuvre le règlement (UE) n°305/2011 et ses arrêtés d'application ;
- le règlement (UE) n°2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à la surveillance du marché et à la conformité des produits et modifiant la directive 2004/42/CE ainsi que les règlements (CE) n° 765/2008 et (UE) n°305/2011.

Le règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction impose une série d'obligations aux opérateurs économiques (fabricant, importateur, distributeur, mandataire) lors de la commercialisation de produits de construction couverts par des normes harmonisées, telles que celles-ci :

- Avant de mettre un produit de construction sur le marché, les **fabricants** doivent rédiger la DoP, la signer et apposer le marquage CE. Les fabricants établissent, comme base de la DoP, une documentation technique décrivant tous les éléments pertinents liés au système requis d'évaluation et de vérification de la constance des performances (c'est-à-dire le système AVCP). Les fabricants conservent la documentation technique et la DoP pendant une période de 10 ans après la mise sur le marché du produit de construction.
- Avant de mettre un produit de construction sur le marché, les **importateurs** s'assurent que l'évaluation et la vérification de la constance des performances (AVCP) a été effectuée par le fabricant et que la documentation technique a été établie par le fabricant. Ils s'assurent également que la DoP a été établie conformément aux exigences du règlement, que le produit porte le marquage CE le cas échéant et qu'il est accompagné des instructions et des informations de sécurité.
- Avant de mettre un produit de construction à disposition sur le marché, les **distributeurs** s'assurent que le produit porte le marquage CE, lorsqu'il est requis, et qu'il est accompagné des instructions et des informations de sécurité. La DoP est fournie au moins sur demande de l'utilisateur, de l'architecte, du consommateur, de l'autorité de surveillance du marché, etc.
- Les **importateurs et les distributeurs** qui mettent un produit sur le marché sous leur propre nom ou leur propre marque ou qui modifient un produit de construction déjà mis sur le marché de telle sorte que la conformité à la DoP peut être affectée sont considérés comme des fabricants.
- Le **mandataire** est toute personne physique ou morale établie dans l'Union qui a reçu un mandat écrit d'un fabricant pour agir en son nom dans le cadre de tâches déterminées.

Pour que les performances déclarées dans la DoP soient précises et fiables, les performances du produit de construction doivent être évaluées et sa production contrôlée en usine, selon un **système approprié d'évaluation et de vérification de la constance des performances (AVCP)** du produit de construction. Pour un produit de construction donné, différents systèmes AVCP peuvent être proposés, en tenant compte de la relation spécifique entre les caractéristiques essentielles et les exigences fondamentales des ouvrages de construction (par exemple la sécurité d'utilisation, la santé, les économies d'énergie). L'annexe V du règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction distingue 5 systèmes AVCP. Cela inclut, par exemple, les systèmes AVCP suivants :

- le système AVCP 1+ est appliqué pour les produits de construction pour lesquels il existe un lien important avec les exigences fondamentales des ouvrages de construction, tels que la sécurité, la stabilité ou encore la prévention au feu. C'est pourquoi l'intervention d'un organisme notifié est obligatoire aussi pour vérifier les tests effectués sur les produits et garantir la constance des performances au cours du temps, notamment par un contrôle externe en production ;
- le système AVCP 4 est appliqué pour les produits de construction ayant peu d'implication sur les exigences fondamentales des ouvrages de construction comme le revêtement des terrasses. C'est pourquoi, le contrôle par une tierce partie n'est pas prévue par le règlement (UE) n°305/2011.

Lorsqu'un fabricant met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, il doit établir une **déclaration de performance (DoP)** pour ce produit, conformément à l'article 6 du règlement (UE) n°305/2011 et à son règlement délégué (UE) n°574/2014 et sur la base de l'annexe ZA de la norme concernée. L'application de l'**annexe ZA** de la norme harmonisée est obligatoire, à condition que la période de coexistence de la norme soit passée¹. En ce qui

¹ La liste actualisée des références des normes harmonisées en vigueur sous le règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction, ainsi que l'indication de la période de coexistence, se trouvent sur le site NANDO de la Commission européenne : [EUROPA - European Commission - Growth - Regulatory policy - NANDO](#)

concerne les caractéristiques essentielles, la DoP doit inclure la liste des caractéristiques essentielles qui sont définies dans l'annexe ZA de la norme harmonisée pour l'utilisation prévue. Le fabricant doit déclarer dans la DoP la performance d'au moins une caractéristique essentielle du produit de construction, pertinente pour l'usage prévu déclaré. Pour les autres caractéristiques essentielles, le fabricant peut déclarer « NPD » dans la DoP, à condition qu'aucune législation nationale ou européenne ne réglemente les caractéristiques essentielles concernées.

L'application de certains chapitres de la partie volontaire de la norme (c'est-à-dire en dehors de l'annexe ZA) peut encore être obligatoire ou recommandée par une autre législation nationale ou européenne (autre que le CPR) (par exemple, par le biais des exigences de sécurité générale des produits - GPSD).

Le **marquage CE** est apposé de manière visible, lisible et indélébile sur le produit de construction ou sur une étiquette de celui-ci. Lorsque cela n'est pas possible ou n'est pas justifié en raison de la nature du produit, elle doit être apposée sur l'emballage ou sur les documents d'accompagnement. Le marquage CE comprend tous les éléments prévus à l'article 9.2 du règlement (UE) n°305/2011.

Lorsqu'un produit de construction n'est **pas couvert par une norme harmonisée**, les obligations susmentionnées des différents opérateurs économiques ne s'appliquent pas. Le produit doit alors être mis sur le marché sans marquage CE et sans DoP. Toutefois, l'article 19 du règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction permet au fabricant de soumettre une demande d'évaluation technique européenne afin de pouvoir mettre des produits sur le marché avec une DoP et un marquage CE.

3. Ressources

En termes de ressources humaines, 3 équivalents temps plein sont déployés dans toute la Belgique pour les campagnes de contrôle relatives aux produits de construction

Ces inspecteurs peuvent faire appel au soutien de la cellule technique et, si nécessaire, à un réseau de collègues européens. Ils ont également la possibilité, dans certains cas, de transmettre un dossier à l'autorité de surveillance du marché d'un autre État membre européen pour un traitement ultérieur.

4. Plan de contrôle 2021

4.1. Préparation

Tous les contrôles proactifs à effectuer, c'est-à-dire de notre propre initiative, sont inclus dans le plan de contrôle annuel.

Avant de rédiger ce plan, nous consultons les différentes parties prenantes. Les résultats de cette consultation sont également pris en compte lors de l'élaboration du plan d'échantillonnage et d'essai.

En outre, le Service Spécifications dans la construction entreprend des actions visant à soutenir le secteur dans l'application du règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction. Le Service Spécifications dans la construction participe ou organise régulièrement des événements d'information et de sensibilisation du secteur (par exemple, des tables rondes sectorielles, via la Commission technique de la construction, etc.) et met également des informations à disposition via le site web du SPF Economie².

4.2. Sélection

Le plan de contrôle annuel est établi sur la base de différents critères à évaluer objectivement, tels que le risque pour la sécurité, la nécessité de la durée de vie du produit, les groupes à risque concernés, la menace pour la libre concurrence, la taille du secteur, le nombre de plaintes/accidents, une nouvelle législation, la fin de la période de coexistence pour les normes

² [Produits de construction | SPF Economie \(fgov.be\)](https://www.fgov.be/fr/themes/industrie-et-construction/produits-de-construction)

harmonisées citées³, les résultats d'une campagne précédente, etc. Le plan est évalué au moins une fois par an et des ajustements sont effectués si nécessaire.

Pour 2021, les catégories de produits suivantes (avec indication de la norme harmonisée) ont été incluses dans le plan de contrôle :

- **Détecteurs de fumée** (EN 14604) ;
- **Pierre naturelle** (EN 771-6, EN 1341, EN 1342, EN 1343, EN 1469, EN 12057, EN 12058, EN 14527, EN 14688)
- **Câbles électriques** (EN 50575) ;
- **Appareils de chauffage individuel** (EN 12809, EN 13229, EN 13240, EN 14785, EN 15250) ;
- **Façades : isolation** (EN 13162, EN 13163, EN 13164, EN 13165, EN 13167, EN 13168, EN 13169, EN 13170, EN 13171, EN 13950, EN 14496, EN 16069)
- **Éléments de bardage** (EN 490, EN 492, EN 494, EN 1304, EN 12326, EN 13986, EN 14915) ;
- **Systèmes de détection et d'alarme incendie** (EN 54-12) ;
- **Structures en bois** (EN 13986, EN 14080, EN 14081-1, EN 15497)
- **Membranes** (EN 13956, EN 13967, EN 13970, EN 13984, EN 14909, EN 14964) ;
- **Préparations et mélanges Art 31 et 33 Reach** (EN 15651-1, EN 15651-2, EN 15651-3, EN 15651-4, EN 998-1, EN 998-2, EN 413-1, EN 12004) ;
- **Revêtements de sol** (EN 14041, EN 14342, EN 14411, EN 1338, EN 1339, EN 1340, EN 1344)
- **Verre** (EN 1279-5) ;
- **Produits en plâtre** (EN 520, EN 12859, EN 14353, EN 14209, EN 13915, EN 13963) ;
- **Portes de garage et portails** (13241-1) ;
- **Réservoirs en acier** (EN 12285-2) ;
- **Fenêtres et portes extérieures** (EN 14351-1) ;
- **Maçonnerie** (EN 771-1,...6) ;
- **Géotextiles** (EN 13251, EN 13252, EN 13253) ;
- **Code 01 : Produits préfabriqués en béton cellulaire normal/léger/autoclavé** (EN 13225).

La campagne d'inspection des câbles électriques fait partie d'une campagne européenne « Produits de construction AdCo ».

Pour la campagne d'échantillonnage et d'essais 2021, des produits en pierre naturelle couverts par les normes harmonisées EN 1469 (revêtements muraux) et EN 12058 (revêtements de sol) ont été sélectionnés.

³ Les normes européennes (ou leurs modifications) diffusées par les organismes de normalisation n'ont pas nécessairement le statut de normes harmonisées. Ce statut est obtenu par la publication de la référence de la norme dans le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE). La liste actualisée des références des normes harmonisées en vigueur dans le cadre du CPR, y compris les informations sur la période de coexistence, est également disponible sur le site NANDO de la Commission européenne : [EUROPA - European Commission - Growth - Regulatory policy - NANDO](#).

5. Résultats

5.1. Campagnes de contrôle proactives

5.1.1. Aperçu des résultats

En 2021, le SPF Economie a contrôlé 780 gammes de produits, dont 102 n'étaient pas conformes au CPR.

Tableau 1. Campagnes 2021 de surveillance proactive du marché des produits de construction

Campagne proactive - Catégories de produits	Nombre total de gammes de produits contrôlés	Nombre de gammes de produits non conformes au CPR ⁽¹⁾	% de gammes de produits non conformes au CPR ⁽¹⁾ par catégorie de produits contrôlés
Fenêtres et portes extérieures	109	49	45
Revêtement de sol	80	7	9
Structures porteuses (bois)	70	17	24
Préparations et mélanges art. 31 et 33 Reach	70	0	0
Produits en gypse	65	0	0
Façades : éléments de bardage	55	7	13
Pierre naturelle	50	9	18
Façades : éléments d'isolation	50	0	0
Détecteurs de fumée	40	1	3
Câbles électriques	35	1	3
Membranes EPDM	35	0	0
Portes de garage et portails	34	9	26
Chauffage individuel	30	0	0
Code 01 : Produits préfabriqués en béton normal, léger ou cellulaire autoclavé	18	0	0
Maçonnerie	20	0	0
Réservoirs en acier	8	2	25
Géotextiles	7	0	0
Systèmes de détection et d'alarme incendie	3	0	0
Verre (EN 1279-5)	1	0	0
Total	780	102	166
Analyse du marché - Codes produits ⁽²⁾	10	-	-

(1) Gammes de produits non conformes au CPR : gammes de produits pour lesquelles une ou plusieurs non-conformités par rapport aux exigences du CPR a/ont été identifiées et pour lesquelles un procès-verbal d'avertissement a été établi.

(2) Analyse du marché en vue de l'élaboration de listes de produits qui sont ensuite publiées sur le site web du SPF Economie.

Source : SPF Economie.

Le rapport sur la campagne d'inspection « réservoirs en acier » a été publié sur le site web⁴ du SPF Economie le 29.10.2021.

La crise sanitaire du Covid-19 et le confinement qui en a résulté ont obligé le Service Spécifications dans la construction à adapter sa méthode de travail pour la surveillance du marché. Des inspections ont été réalisées plus fréquemment sur rendez-vous et, dans la mesure du possible, des contrôles à distance occasionnels ont été effectués.

5.1.2. Résultats au niveau des entreprises contrôlées

Tableau 2. Résultats au niveau des entreprises contrôlées

Au total, 359 contrôles d'entreprises ont été réalisés, au cours desquels 780 gammes de produits ont été contrôlées.

Dans 93 des 359 (soit 26 %) contrôles d'entreprises, un procès-verbal d'avertissement a été établi en raison de la non-conformité au CPR de 102 gammes de produits au total.

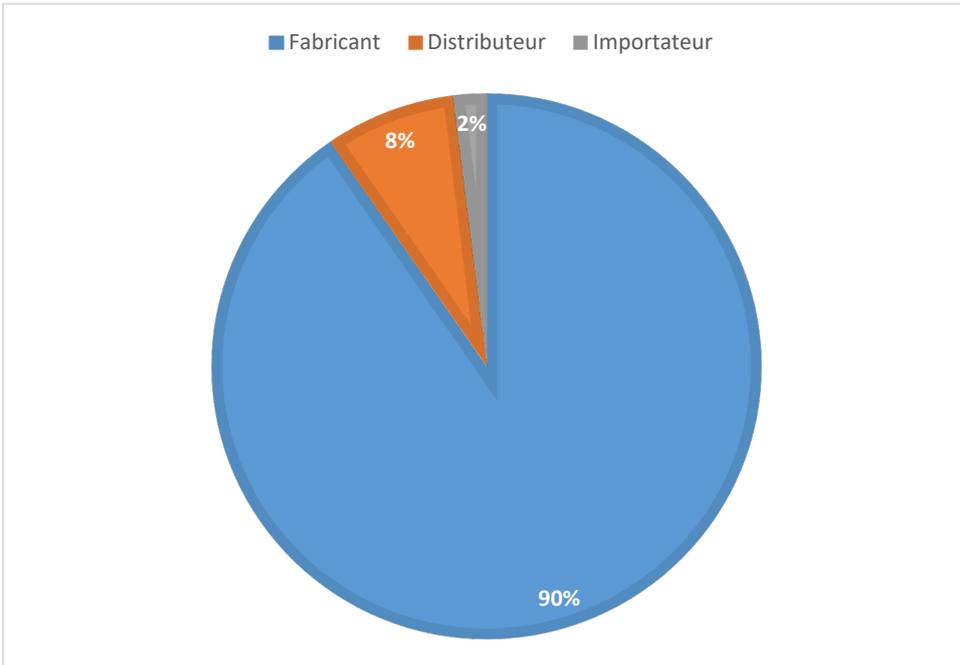
	Contrôles des entreprises	Gammes de produits contrôlées
Nombre total	359	780
Nombre avec PV d'avertissement pour les gammes de produits non conformes au CPR	93 (26 %)	102 (13 %)

Source: SPF Economie.

La grande majorité des 93 (voir tableau 2) procès-verbaux d'avertissement émis pour des gammes de produits non conformes au CPR ont été adressés aux fabricants, suivis par les distributeurs puis les importateurs. Cela s'explique notamment par le fait que le CPR impose des obligations surtout aux fabricants dont le contrôle de la production en usine, qui doit être effectué par le fabricant lui-même ou par l'intervention d'un organisme de certification notifié externe.

⁴ [Campagne de contrôle des réservoirs en acier - 2021 | SPF Economie \(fgov.be\)](#)

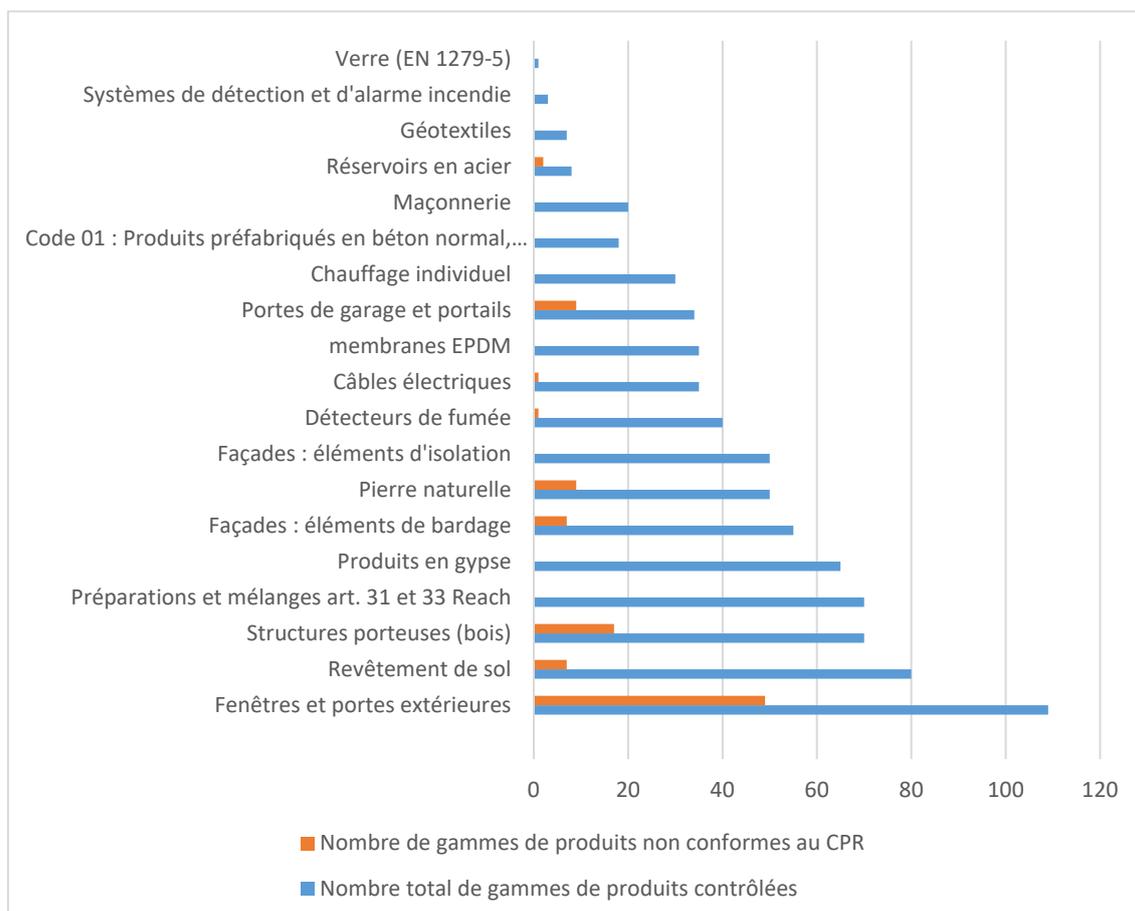
Graphique 1. Répartition des gammes de produits non conformes au CPR (pour lesquels un PV a été établi) entre les opérateurs économiques



Source : SPF Economie.

5.1.3. Résultats au niveau des gammes de produits contrôlées.

Graphique 2. Nombre de gammes de produits non conformes au CPR par rapport au nombre total de gammes de produits contrôlées



Source: SPF Economie.

La plupart des 102 gammes de produits non conformes ayant fait l'objet d'un procès-verbal d'avertissement ont été identifiées dans le secteur des fenêtres et des portes extérieures, suivi des structures porteuses en bois, des portes de garage et des portails, des pierres naturelles, des revêtements de façade, des revêtements de sol, etc.

Au cours de l'année 2021, le « Guide du marquage CE et de la déclaration de performance pour les fenêtres et portes extérieures soumises à la norme européenne harmonisée EN 14351-1 » a été élaboré pour soutenir davantage ce secteur.

La campagne d'échantillonnage et d'essais s'est concentrée sur les produits en pierre naturelle relevant de la norme EN 1469 (revêtements muraux) et de la norme EN 12058 (revêtements de sol) et a donc concerné les produits relevant du système AVCP 4. Normalement, les essais sont réalisés par un organisme notifié. Ce n'est que sous le système AVCP 4 que le règlement (UE) n°305/2011 sur les produits de construction ne prévoit pas la possibilité d'utiliser un laboratoire notifié. C'est pourquoi, dans ce cas, un laboratoire indépendant, accrédité pour les normes pertinentes, a été choisi. Les résultats ont été généralement positifs. Lorsque des écarts importants ont été constatés entre les performances déclarées par les fabricants dans leur DoP et les performances mesurées, les fabricants ont été invités à justifier les résultats ou à modifier la DoP.

5.2. Dossiers réactifs

Les dossiers réactifs étaient toujours le résultat d'une initiative externe (principalement des plaintes). Il s'agissait de dossiers ponctuels, liés à des catégories de produits qui ne faisaient pas nécessairement partie de la vaste campagne de contrôle (proactive). Ils ont été traités en priorité.

Au cours de 2021, 9 plaintes formelles ont été enregistrées. 5 ont été clôturées après un échange d'informations par e-mail ou après une visite sur place et 4 sont toujours en cours de traitement (statut 31.12.2021).

Les dossiers réactifs ont été traités en tenant compte des systèmes d'évaluation et de vérification de la constance des performances (AVCP). Pour les systèmes 1+, 1, 2+ et 3, l'organisme notifié concerné a été contacté directement si nécessaire et impliqué conformément aux règles d'accréditation. Pour le système 4, les fonctionnaires désignés ont contacté l'entreprise concernée.

6. Conclusion

D'une manière générale, le Service Spécifications dans la construction a constaté une évolution positive des secteurs soumis à la surveillance du marché entre le début de la campagne et aujourd'hui.

Les campagnes sont également l'occasion d'informer directement les opérateurs sur leurs obligations concernant la DoP, le marquage CE et la documentation technique.

Liste des abréviations

ADCO	Administrative Cooperation
AVCP	Assessment and Verification of Constancy of Performance (Évaluation et vérification de la constance des performances)
CPR	Construction Products Regulation (Règlement sur les produits de construction)
DoP	Declaration of Performance (Déclaration de performance)
EN	Norme européenne
UE	Union européenne
FPC	Factory Production Control
GPSD	General Product Safety Directive
ICSMS-DRPI	Information and Communication system for the pan-European Market Surveillance - Directive Related Product Information
MANCP	Multi Annual National Control Plan (Plan de contrôle national pluriannuel)
NANDO	New Approach Notified and Designated Organisations
JOUE	Official Journal of the European Union (Journal officiel de l'Union européen) (OJEU)
NPD	No Performance Determined
REACH	Registration, Evaluation, Authorization and restriction of Chemicals



SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

Rue du Progrès 50
1210 Bruxelles
N° d'entreprise : 0314.595.348
economie.fgov.be